



Mairie de ROZAY-EN-BRIE

Place CHARLES DE GAULLE

77 540 ROZAY-EN-BRIE

COMMUNE DE ROZAY-EN-BRIE

PLAN LOCAL D'URBANISME

6.3 RECUEIL DES RISQUES ET DES CONTRAINTES



40, rue Moreau Duchesne
BP12 – 77910 Varreddes

urbanisme@cabinet-greuzat.com
<http://www.cabinet-greuzat.com>

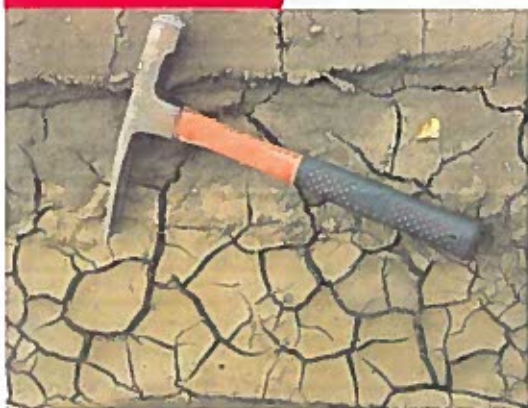
*Vu pour être annexé à la
délibération d'arrêt projet
du Conseil Municipal en
date du : 30/01/2019*

Le Maire,



Juillet 2014

Les constructions sur terrain argileux en Île-de-France



**Comment faire face au risque de
retrait-gonflement du sol ?**



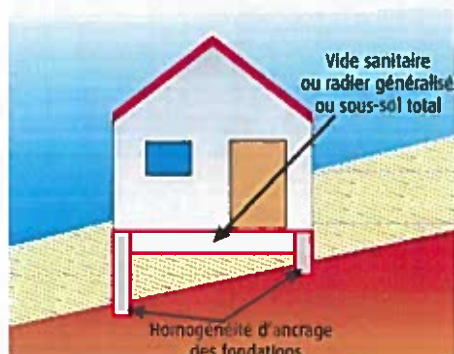
**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France

www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

Que faire si vous voulez...

... construire

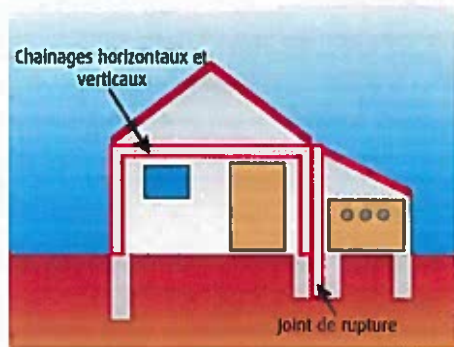


➔ Précisez la nature du sol

Avant de construire, il est recommandé de procéder à une reconnaissance de sol dans la zone d'aléa figurant sur la carte de retrait-gonflement des sols argileux (consultable sur le site www.argiles.fr), qui traduit un niveau de risque plus ou moins élevé selon l'aléa.

Une telle analyse, réalisée par un bureau d'études spécialisé, doit vérifier la nature, la géométrie et les caractéristiques géotechniques des formations géologiques présentes dans le proche sous-sol afin d'adapter au mieux le système de fondation de la construction.

Si la présence d'argile est confirmée, des essais en laboratoire permettront d'identifier la sensibilité du sol au retrait-gonflement.



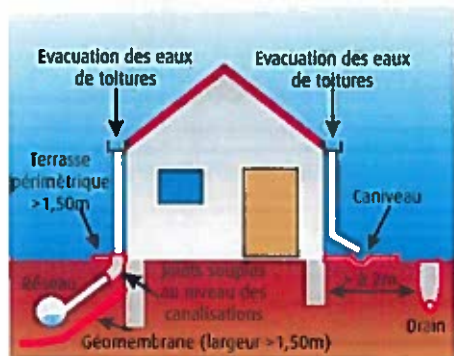
➔ Réalisez des fondations appropriées

- Prévoir des fondations continues, armées et bétonnées à pleine fouille, d'une profondeur d'ancrage de 0,80 m à 1,20 m en fonction de la sensibilité du sol ;
- Assurer l'homogénéité d'ancrage des fondations sur terrain en pente (l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ;
- Éviter les sous-sols partiels, préférer les radiers ou les planchers porteurs sur vide sanitaire aux dallages sur terre plein.

➔ Consolider les murs porteurs et désolidariser les bâtiments accolés

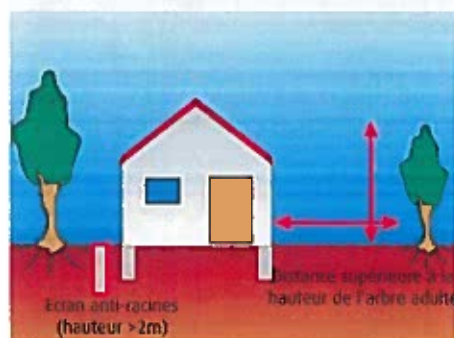
- Prévoir des chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux (poteaux d'angle) pour les murs porteurs ;
- Prévoir des joints de rupture sur toute la hauteur entre les bâtiments accolés fondés différemment ou exerçant des charges variables.

... aménager, rénover



➔ Eviter les variations localisées d'humidité

- Éviter les infiltrations d'eaux pluviales (y compris celles provenant des toitures, des terrasses, des descentes de garage...) à proximité des fondations ;
- Assurer l'étanchéité des canalisations enterrées (joints souples au niveau des raccords) ;
- Éviter les pompes à usage domestique ;
- Envisager la mise en place d'un dispositif assurant l'étanchéité autour des fondations (trottoir périphérique anti-évaporation, géomembrane...) ;
- En cas d'implantation d'une source de chaleur en sous-sol, préférer le positionnement de cette dernière le long des murs intérieurs.



➔ Réalisez des fondations appropriées

- Éviter de planter des arbres avides d'eau (saules pleureurs, peupliers ou chênes par exemple) à proximité ou prévoir la mise en place d'écrans anti-racines ;
- Procéder à un élagage régulier des plantations existantes ;
- Attendre le retour à l'équilibre hydrique du sol avant de construire sur un terrain récemment défriché.

PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction départementale des territoires
Service Environnement et Prévention des Risques

Affaire suivie par : Sitra SARANGA
téléphone : 01 60 56 71 38
sitra.saranga@seine-et-marne.gouv.fr

REÇU LE

- 2 MARS 2016

MAIRIE de ROZAY en BRIE

Vaux-le-Pénil, le 29 FEV. 2016

Objet : Porter à connaissance des risques technologiques
Établissement VALFRANCE – ROZAY-EN-BRIE

Pièce jointe : plan synthétique des zones pour l'application des préconisations d'urbanisme

Monsieur le Maire,

L'Unité Territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie vous a adressé une copie de son rapport daté du 21 juillet 2009, afin de vous informer de la présence de zones de risques autour de l'établissement VALFRANCE à ROZAY-EN-BRIE.

La circulaire ministérielle n° 07-0066 du 4 mai 2007 indique les préconisations en matière d'urbanisme à formuler autour des installations classées concernées, en fonction de la probabilité et de l'intensité des phénomènes dangereux que leurs activités peuvent provoquer.

L'activité de la société VALFRANCE située sur le territoire de votre commune, peut engendrer 6 phénomènes dangereux dont les effets, de type surpression, pourraient sortir des limites de sa propriété. Pour chacun de ces effets, caractérisé par sa probabilité d'occurrence et son intensité, il est possible de délimiter différentes zones à risques.

En application des principes décrits dans la circulaire pré-citée, ces phénomènes dangereux génèrent trois zones à risques dont les périmètres sont reportés sur le plan synthétique joint au présent courrier.

Ces 3 zones doivent faire l'objet de préconisations particulières dans les documents d'urbanisme.

Monsieur PERCIK Patrick
Maire de ROZAY-EN-BRIE
Place Charles de Gaulle

77 540 ROZAY-EN-BRIE

couvre un territoire exposé à des effets létaux. Toute nouvelle construction y est interdite à l'exception d'installations industrielles qui seraient directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructures de transport peut y être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle.

La zone bleue correspondant à un niveau de surpression de 50 mbar, couvre un territoire exposé à des effets irréversibles. L'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est également possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destination doivent être réglementés dans le même cadre.

Une zone hachurée plus étendue et couvrant les 2 zones pré-citées, correspond à la zone d'effets indirects, dus à la surpression (bris de vitres). Il convient que soient introduites dans les règles d'urbanismes du PLU s'appliquant à cette zone des dispositions imposant aux constructions d'être adaptées à l'effet de surpression.

Je vous demande de veiller à retranscrire dans des délais raisonnables, ces dispositions dans votre document d'urbanisme, et à les prendre en compte dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme sans attendre l'adaptation du document d'urbanisme. Si nécessaire, les décisions peuvent être motivées par l'application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.


Par ailleurs, compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et des distances d'effet engendrées, je vous rappelle que les dommages aux biens et aux personnes ne peuvent pas être totalement exclus au-delà des périmètres définis, et qu'ainsi il convient d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques, et d'éloigner autant que possible de cette zone les projets importants et sensibles.

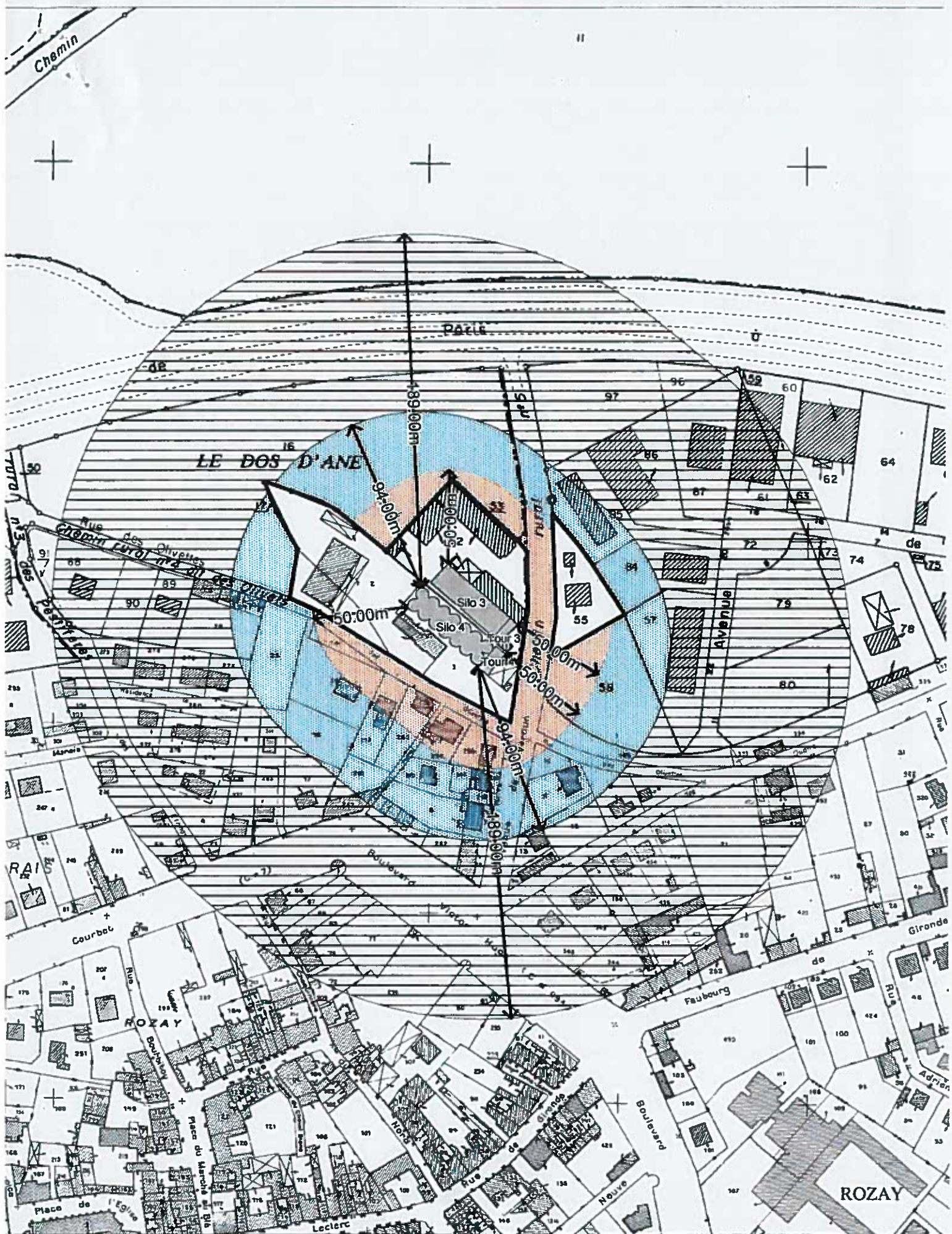
Il vous appartient également d'informer les acteurs économiques disposant d'ores et déjà d'installations dans cette zone, des risques encourus par les personnes y travaillant afin qu'ils puissent en toute connaissance de cause mettre en œuvre les dispositions les plus adéquates pour assurer au mieux la sécurité de leurs personnels (éloignement des postes de travail par rapport aux fenêtres par exemple).

Je vous rappelle que la direction départementale des territoires est à votre disposition pour vous conseiller sur la procédure à mener pour mettre à jour le document d'urbanisme de votre commune ainsi que sur la manière dont vous choisirez de diffuser l'information en la matière auprès des administrés concernés.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur départemental des territoires

Pour le directeur départemental
L'adjoint au directeur
Yves SCHENFEIGEL

Laurent BEDU



Établissement VALFRANCE à Rozay-en-Brie - Carte synthétique des zones

Conception - réalisation : DDT 77/SEPR/PPRLN

Date : 18/02/2016

Les routes à grande circulation

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne

This is a detailed topographic map of the town of Rozay-en-Brie and its surrounding area. The map features a grid of roads, with major roads like D 201 and D 202 highlighted in yellow. The terrain is depicted with contour lines and elevation markers. Key landmarks include the 'Domaine de la Tour', 'Domaine du Parc', and 'Domaine aux Demoiselles'. The map also shows the 'Rozay-en-Brie' station and the 'Rozay-en-Brie' river. The map is oriented with North at the top. A scale bar at the bottom indicates a distance of 700m. The map is part of a larger collection, as indicated by the 'Zones favorites' and 'Choisissez une échelle' buttons on the right side of the interface.



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

**Direction Départementale
des Territoires**
Service environnement et
prévention des risques
Pôle prévention des risques
et lutte contre les nuisances

**Arrêté préfectoral 2018/DDT/SEPR/272
portant approbation, dans le département de Seine-et-Marne,
des cartes de bruit révisées
des infrastructures autoroutières (concédées et non concédées),
routières nationales et départementales
dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules**

**La préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

VU la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement modifiée par la directive (UE) 2015/996 du 19 mai 2015, établissant des méthodes communes d'évaluation du bruit ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.572-1 à L.572-11 et R.572-1 à R.572-11, transposant cette directive et ses articles L.571-10 et R.571-32 à R.571-43, relatifs au classement des infrastructures des transports terrestres ;

VU le décret du Président de la République en date du 7 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Nicolas de MAISTRE, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

VU le décret du Président de la République en date du 12 juillet 2017 portant nomination de Madame Béatrice ABOLLIVIER, préfète de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

VU les arrêtés préfectoraux relatifs au classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit portant les numéros 99 DAI 1 CV n° 19 du 15 février 1999, 99 DAI 1 CV n° 48 du 12 mars 1999, 99 DAI 1 CV n° 70 du 19 avril 1999, 99 DAI 1 CV n° 102 du 19 mai 1999, 99 DAI 1 CV n° 207 du 24 décembre 1999, 99 DAI 1 CV n° 208 du 24 décembre 1999 et 2000 DAI 1 CV n° 83 du 12 mai 2000 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010/DDT/SEPR/440 du 8/11/2010 portant publication des cartes de bruit des infrastructures autoroutières non concédées, routières nationales et départementales sur le territoire du département de Seine-et-Marne, dont le trafic annuel est supérieur à 6 millions de véhicules par an et l'arrêté préfectoral n°2010/DDT/SEPR/428 du 8/11/2010 portant publication des cartes de bruit des infrastructures autoroutières concédées sur le territoire du département de Seine-et-Marne, dont le trafic annuel est supérieur à 6 millions de véhicules par an (dit de 1ère échéance);

VU l'arrêté préfectoral n° 2018/DDT/SEPR/187 portant publication, dans le département de Seine-et-Marne, des cartes de bruit des infrastructures autoroutières (concédées et non concédées), routières nationales et départementales dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules par an (dit de 2e échéance) ;

VU l'arrêté préfectoral n°18/BC/481 du 03 octobre 2018 donnant délégation de signature à Monsieur Nicolas de MAISTRE, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance;

VU le procès-verbal d'installation de Madame Béatrice Abollivier en qualité de préfète de Seine-et-Marne en date du 27 juillet 2017 ;

CONSIDÉRANT que l'évaluation du bruit dans l'environnement aux abords des grandes infrastructures de transports se fait par l'élaboration de cartes de bruit stratégiques en application de la directive n° 2002/49/CE susvisée ;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article L. 572-5 du code de l'environnement, il convient de réviser les cartes de bruit des infrastructures routières de 2^e échéance, pour prendre en compte les données de 2015 sur le trafic automobile impliquant de fait de nouveaux tronçons ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article 1er

Les cartes de bruit des infrastructures autoroutières (concédées et non concédées), routières nationales et départementales du département de Seine-et-Marne, concernant les sections suivantes dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules/an, sont arrêtées selon les modalités de l'article 2.

Nom de l'infrastructure	Débutant	Finissant
Autoroutes concédées à APRR (Autoroutes Paris-Rhin-Rhône)		
A5	Vert-Saint-Denis	Gravon
A5a	Lieusaint	Vert-Saint-Denis
A5b	Réau	Evry-Grégy-sur-Yerres
A6	Arbonne-la-Forêt	Egreville
A77	Poligny	Souppes-sur-Loing
A105	Réau / A5b	Vert-Saint-Denis / N105
Autoroutes concédées à la SANEF (Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France)		
A1	Mauregard	Mauregard
A4	Champs-sur-Marne/Emerainville	Dhuisy
A140	Quincy-Voisins	Bouleurs/Quincy-Voisins
Autoroutes non concédées		
A6	Saint-Fargeau-Ponthierry	Fleury-en-Bière
A104	Mitry-Mory	Collégien
A140	Quincy-Voisins	Chauconin-Neufmoutiers
Routes nationales		
N2	Mitry-Mory	Rouvres
N3	Villeparisis	Chauconin-Neufmoutiers
N4	Pontault-Combault	Montceaux-lès-Provins
N19	Servon	Servon
N36	Crisenoy	Villiers-sur-Morin
N37	Saint-Germain-sur-Ecole (A6)	Cely (D637)
N104	Noisiel	Lieusaint
N105	Vert-Saint-Denis	Vert-Saint-Denis/A105
N330	Saint-Pathus	Villenoy
N1104	Mauregard	Compans / Mitry-Mory (N2)

Routes départementales		
D5	Esbly	Isles-lès-Villenoy
D5 / D1005	Penchard / Crégy-lès-Meaux	Chauconin-Neufmontiers
D5D	Coupvray	Esbly
D9	Mitry-Mory (D115)	Compans (D212)
D10P	Torcy	Saint-Thibault-des-Vignes
D10P	Lognes	Lognes
D13	Othis	Dammartin-en-Goële
D21	Pontault-Combault	Roissy-en-Brie
D34/34A/34E	Chelles	Claye-Souilly (N3)
D 34A	Torcy	Vaires-sur-Marne
D39	Melun	Fontaine-le-Port
D39	Samoreau	Vernou-la-Celle-sur-Seine
D50	Lieusaint	Nandy
D50	Seine-Port	Saint-Fargeau-Ponthierry
D82	Cesson	Seine-Port
D84	Mitry-Mory	Mitry-Mory
D86	Villevaudé	Villevaudé
D105	Villeparisis (D603)	Villeparisis (A104)
D105B	Thorigny-sur-Marne/Pomponne	Dampmart
D138	Fontainebleau	Bois-le-Roi
D142	Fontainebleau	Pringy
D152	La Chapelle-la-Reine	Fontainebleau
D 199	Champs-sur-Marne	Torcy
D210	Fontainebleau	Samoreau (D39)
D212	Claye-Souilly	Compans
D224	Chelles	Montfermeil (93)
D 231	Lagny-sur-Marne	Pézarches
D231	Vaudoy-en-Brie / Jouy-le-Châtel	Provins
D306	Lieusaint/Moissy-Cramayel	Melun
D319	Brie-Comte-Robert	Guignes
D346	Nandy	Melun / Le Mée-sur-Seine
D360	Mareuil-les-Meaux (sortie de l'A140)	Jonction D5A1 à Mareuil-lès-Meaux
D372	Cély (limite 91)	Cely (A6)
D372	Perthes-en-Gâtinais	Melun
D376	Melun	Dammarie lès Lys
D401	Dammartin-en-Goële / Rouvres	Saint-Soupplets
D402	Pézarches	Coulommiers
D403	Jutigny	Provins
D404	Fresnes-sur-Marne	Villevaudé
D405	Penchard	Varreddes
D406	Serris (D231)	Coutevroult (N36)
D408	Maincy / Vaux-le-Pénil	Sivry-Courtry

D408	Fontenailles	Nangis
D411	Montereau-Fault-Yonne / Cannes-Écluse	Mousseaux-lès-Bray
D418	Torcy / Saint-Thibault-des-Vignes	Pomponne / Thorigny
D436	Couilly-Pont-aux-Dames	Quincy-Voisins
D471	Rubelles	Montereau-sur-le-Jard
D471	Lissy	Collégien/Croissy-Beaubourg
D499	Lognes	Noisiel
D603	Villeparisis	Villeparisis
D603	Meaux	La Ferté-sous-Jouarre
D604	Pontault-Combault	Pontault-Combault
D605	Melun	Montereau-Fault-Yonne
D605	Montereau-Fault-Yonne	Esmans
D606 (ex N6)	Melun	Fontainebleau
D606 (ex N6)	Fontainebleau	La Brosse-Montceaux
D607 (ex N7)	Saint-Fargeau-Ponthierry	Fontainebleau
D607 (ex N7)	Fontainebleau	Grez-sur-Loing
D607 (ex N7)	Nemours	Souppes-sur-Loing
D619	Evry-Grégy-sur-Yerres	Melz-sur-Seine
D636	Rubelles	Saint-Germain-Laxis
D637 (ex N37)	Cély-en-Bière	Barbizon /Chailly-en-Bière
D934	Chelles	Pomponne (Francilienne)
D934	Saint-Thibault-des-Vignes (A104)	La Ferté-Gaucher
D1402	Lieusaint (D306)	Lieusaint (D50)

Article 2

Les cartes de bruit annexées au présent arrêté comportent :

– des documents graphiques élaborés à l'échelle du 1/25 000^e :

➤ Cartes de type A

- une représentation graphique des zones exposées au bruit, à l'aide des courbes isophones selon l'indicateur L_{den} allant de 55 dB(A) à 75 dB(A) et plus, par pas de 5 dB(A) ;
- une représentation graphique des zones exposées au bruit de nuit, à l'aide des courbes isophones selon l'indicateur L_n allant de 50 dB(A) à 70 dB(A) et plus, par pas de 5 dB(A) ;

➤ Cartes de type C

- une représentation graphique des zones où l'indicateur L_{den} dépasse 68 dB(A).
- une représentation graphique des zones où l'indicateur L_n dépasse 62 dB(A).

– des tableaux de données fournissant une estimation du nombre de personnes vivant dans les bâtiments d'habitation et du nombre d'établissements d'enseignement et de santé situés dans les zones exposées au bruit, ainsi que les surfaces totales exposées.

– un résumé non technique exposant sommairement la méthodologie employée et comprenant en annexes les principaux résultats de l'évaluation réalisée.

Les cartes de type B (représentations graphiques des secteurs affectés par le bruit arrêtées en application de l'article L.571-10 du code de l'environnement) sont celles annexées aux arrêtés préfectoraux 2010/DDT/SEPR/440 et 2010/DDT/SEPR/428 du 8/11/2010.

Article 3

Les cartes de bruit seront mises en ligne sur le site Internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne.

Les cartes de bruit en version papier mentionnées dans le présent arrêté seront tenues à la disposition du public à la direction départementale des territoires de Seine-et-Marne, au service Environnement et Prévention des risques.

Article 4

Les cartes de bruit mentionnées dans le présent arrêté seront transmises sous format numérique :

- aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de Seine-et-Marne compétents pour réaliser les plans de prévention du bruit dans l'environnement des agglomérations de plus de 100 000 habitants concernées par l'application de l'article L. 572-2 du code de l'environnement,
- au conseil départemental de Seine-et-Marne,
- à la société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR),
- à la société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF),
- à la Direction des routes Île-de-France (DIRIF).

Article 5

Le présent arrêté est transmis pour information au :

- Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France
- Ministère de la Transition écologique et solidaire (Direction générale de la prévention des risques – Service des risques sanitaires liés à l'environnement, des déchets et des pollutions diffuses – Mission bruit et agents physiques).

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 7

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne et le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Melun, le
La Préfète, **21 DEC. 2018**



Béatrice ABOLLIVIER

En savoir plus sur ce texte...

JORF n°0125 du 2 juin 2010 page 9892
 texte n° 3

Décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation

NOR: DEVS0928601D

ELI: <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2010/5/31/DEVS0928601D/jo/texte>
 Alias: <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2010/5/31/2010-578/jo/texte>

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu le code de la route, notamment son article L. 110-3 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 121-1 et L. 123-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2213-1 et suivants et L. 3221-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

Vu le décret n° 2006-253 du 27 février 2006 relatif aux routes classées à grande circulation ;

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 modifié fixant la liste des routes à grande circulation ;

Vu l'avis des collectivités et des groupements concernés ;

Vu l'avis du groupe interministériel permanent de la sécurité routière en date du 26 novembre 2009,

Décète :

Article 1

L'annexe au décret du 3 juin 2009 susvisé est remplacée par l'annexe au présent décret.

Article 2

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat chargé des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

A N N E X E

LISTE DES AUTRES ROUTES CLASSÉES ROUTES À GRANDE CIRCULATION

DÉPARTEMENT	ROUTE	ROUTE de début de section	COMMUNE de début de section	ROUTE de fin de section	COMMUNE de fin de section
1	D 77E	D 1075	AMBERIEU-EN-BUGEY	A 42	CHATEAU-GAILLARD
1	D 1508	D 1084	BELLEGARDE-SUR-VALSERINE	Limite département 01 / 74	BELLEGARDE-SUR-VALSERINE
1	VC 55	D 1206	BELLEGARDE-SUR-VALSERINE	D 1508	BELLEGARDE-SUR-VALSERINE
1	D 1075	D 1083	BOURG-EN-BRESSE	D 20	SAINT-SORLIN-EN-BUGEY
1	D 1083	D 1075	BOURG-EN-BRESSE	Limite	COLIGNY

77	D 21	D 19	PIERRE-LEVEE	D 228	LA HAUTE-MAISON
77	D 405A	D 405	POINCY	D 17A	MEAUX
77	D 142	D 607	PRINGY	D 606	FONTAINEBLEAU
77	D 436	D 436A	QUINCY-VOISINS	D 934	COUILLY-PONT-AUX-DAMES
77	D 201	N 4	ROZAY-EN-BRIE	D 67	GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS
77	D 21	D 603	SAMMERON	D 19	PIERRE-LEVEE
77	D 210	D 138	SAMOIS-SUR-SEINE	D 201	MONTIGNY-LENCOUP
77	D 377	A 77	SOUPPES-SUR-LOING	N 7	SOUPPES-SUR-LOING
77	D 86	D 34	VILLEVAUDE	D 404	VILLEVAUDE
77	D 411	Limite département 77 / 10	VILLIERS-SUR-SEINE	D 1403	MONTEREAU-FAULT-YONNE
77	D 306	D 605	MELUN	D 606	MELUN
77	D 603	D 405A	MEAUX	Limite département 77 / 02	SAINTE-AULDE
77	D 603	Limite département 77 / 93	VILLEPARISIS	N 3	VILLEPARISIS
77	D 605	D 408	MAINCY	D 306	MELUN
77	D 605	D 1403	MONTEREAU-FAULT-YONNE	D 219	ESMANS
77	D 607	Limite département 77 / 91	SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY	Limite département 77 / 45	SOUPPES-SUR-LOING
77	D 619	A105	EVRY-GREGY-SUR-YERRES	Limite département 77 / 10	MELZ-SUR-SEINE
77	D 79	D 411	BRAY-SUR-SEINE	D 2411	BRAY-SUR-SEINE
77	D 2411	D 79	BRAY-SUR-SEINE	Rue de La Fontaine	BRAY-SUR-SEINE
77	Rue de La Fontaine et quai Saint-Nicolas	D 79	BRAY-SUR-SEINE	Port fluvial	BRAY-SUR-SEINE
77	D 5	A140	VILLENNOY	D 5D	ESBLY
77	D 934	D 436 (intersection est)	SAINT-GERMAIN-SUR-MORIN	A104	SAINT-THIBAUT-LES-VIGNES
77	D 604	Limite	PONTEAU-	N 4	PONTAULT-